



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59
12 novembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5 – 9 décembre 2023
Point 9 f) de l'ordre du jour provisoire¹

COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2023

I. Introduction

1. Le présent document analyse les demandes de financement des coûts de base et des coûts administratifs du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pour 2023, et évalue dans quelle mesure les ressources disponibles pour l'ensemble des coûts administratifs pour 2023 peuvent couvrir les coûts prévus pour cette même année. L'évaluation traite séparément chacune des trois agences d'exécution. Le document contient également une recommandation.

2. Ce document a été préparé à partir des données sur les coûts de base et les coûts administratifs réels de 2021 et estimatifs de 2022 et le budget proposé pour 2023 fournies par les trois agences d'exécution.² Le Secrétariat s'est longuement entretenu avec les trois agences d'exécution au cours de l'examen des données, et toutes les questions ont été réglées. Le Secrétariat prend note avec satisfaction de la collaboration des trois agences d'exécution au cours de l'examen.

3. L'annexe I présente un sommaire des différents régimes de coûts administratifs du Fonds multilatéral. Pour faciliter l'examen du Comité exécutif, les données du budget de base et les autres coûts administratifs se rapportant à chaque agence d'exécution sont présentés pour les trois dernières années (2019-2021) dans le document principal, tandis que les données historiques à partir de 2013 figurent à l'annexe II au présent document.

II. PNUD

4. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2022 pour le PNUD pour la somme de 2 127 940 \$US (décision 88/44 b i)). Le tableau 1 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par le PNUD pour les années 2019 à 2023.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1

² Les agences ont déclaré leurs coûts administratifs en utilisant le modèle révisé du rapport des coûts administratifs joint à l'annexe XVIII au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/51, conformément à la décision 79/41 e).

Tableau 1. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2019 à 2023 pour le PNUD (\$US)

Poste de dépenses	2019	2020	2021	2022		2023
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
Personnel de base et employés contractuels	2 379 866	2 316 147	2 431 357	2 457 201	2 504 297	2 579 426
Déplacements (personnel et consultants)	182 129	17 032	-112	150 000	90 000	150 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	153 176	130 925	131 294	130 925	131 294	131 294
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	8 351	15 777	11 132	10 000	15 000	15 000
Services contractuels (entreprises)	24 300	1 648	0	25 000	5 000	30 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	240 968	251 221	222 590	250 000	250 000	250 000
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	-904 918	-601 414	-683 114	-895 186	-867 652	-1 012 885
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	0	-32 878	0		0	0
A. Total partiel des coûts de base*	2 083 871	2 098 458	2 113 147	2 127 940	2 127 939	2 142 835
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	488 288	1 077 150	833 284	742 500	742 500	742 500
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	240 968	251 221	222 590	250 000	250 000	250 000
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	904 918	601 414	683 114	895 186	867 652	1 012 885
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)	0					
B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de mise en œuvre	1 634 174	1 929 785	1 738 988	1 887 686	1 860 152	2 005 385
Total (A + B)	3 718 046	4 028 243	3 852 135	4 015 626	3 988 091	4 148 220

* Les coûts de base sont plus élevés que le total partiel autorisé de 2 083 871 \$US en 2019, 2 098 458 \$US en 2020, 2 113 148 \$US en 2021 et 2 127 939 \$US en 2022. Un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont donc été appliqués afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est également fourni pour les coûts d'appui à l'agence/de mise en œuvre afin que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs mette en évidence le montant dépassé par l'agence.

II.1 Coûts de base

5. Le montant de 2 142 835 \$US demandé par le PNUD pour son budget de base de 2023 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2022. Le PNUD prévoit que ses coûts de base dépasseront ce montant de 1 012 885 \$US (indiqués dans les « Ajustements » dans le tableau 1). Le PNUD dépasse généralement son budget de coûts de base³ et récupère ces dépassements par les coûts d'appui qu'il perçoit dans le cadre des projets du Fonds multilatéral.

³ Au cours des neuf dernières années, le niveau des coûts de base a connu un dépassement supérieur à 800 00 \$US à cinq reprises : 837 220 \$US en 2012, 849 676 \$US en 2013, 929 036 \$US en 2017, 1 053 880 \$US en 2018 et 904 918 \$US en 2019. Le PNUD connaîtra un dépassement de coûts de 867 652 \$US en 2022 (environ 40,8 pour cent de plus que le montant budgété).

6. Le budget de base proposé par le PNUD pour 2023 comprend :
- a) La rémunération du personnel (81,7 pour cent du budget). L'estimation des coûts de la rémunération du personnel représentait 83,6 pour cent du budget global en 2022 (elle varie de 70,5 à 87 pour cent depuis 2011) ;
 - b) Le remboursement des services centraux (7,9 pour cent du budget). La somme budgétée (250 000 \$US) est supérieure aux coûts réels de 2021 (222 590 \$US) et égale à l'estimation des coûts de 2022 ;
 - c) Les déplacements (4,8 pour cent du budget). Le budget proposé (150 000 \$US) est plus élevé que les coûts évalués pour 2022 (90 000 \$US), mais moins élevé que les dépenses de 2019 (182 129 \$US), lorsque les déplacements n'avaient pas été touchés par la pandémie de la COVID-19. La dépense négative de 2021 est le résultat du règlement des frais de déplacement, qui a entraîné des remboursements au PNUD par les membres du personnel. Le PNUD prévoit une augmentation du soutien technique en personne dans les pays visés à l'article 5 à cause de la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC et des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, de même que dans les pays dans lesquels la mise en œuvre pourrait avoir été retardée à cause de la pandémie de la COVID-19; le budget proposé pour 2023 devrait couvrir les coûts de déplacement connexes. Le PNUD explique également que les coûts des déplacements proposés ont tenu compte de la présence des équipes de programme dans les régions et de leur proximité aux pays visés à l'article 5 dans la région ;
 - d) Le coût de location des espaces (4,2 pour cent du budget). Les coûts de loyer des espaces sont égaux aux coûts réels de 2021 et aux coûts estimatifs de 2022 ;
 - e) Les coûts des services contractuels (1,0 pour cent du budget). Ces coûts sont budgétés à un niveau supérieur par rapport à l'estimation des coûts de 2022, en prévision du fait que la réunion de coordination pourra être planifiée et présentée en personne en 2023 ;
 - f) Les coûts de l'équipement (1,0 pour cent du budget). Le budget proposé (15 000 \$US) est au même niveau que l'estimation de 2022. Les budgets sont maintenus aux mêmes niveaux sur un horizon mobile pour l'acquisition d'équipement (surtout des ordinateurs) tout au long de l'année, tant pour les nouveaux membres que les membres de l'équipe existants.

II.2 Total des coûts administratifs

7. Le PNUD prévoit que ses coûts administratifs atteindront 4 148 220 \$US en 2023, une somme légèrement supérieure aux coûts estimatifs de 3 988 091 \$US pour 2022.

8. Le niveau de financement pour le remboursement des coûts des bureaux de pays et des activités d'application nationales devrait être identique aux coûts estimatifs de 2022 (742 500 \$US). Ce montant est inférieur aux coûts réels de 2021 (833 284 \$US) et de 2020 (1 077 150 \$US), mais supérieur aux coûts réels de 2019 (488 288 \$US). Ce niveau de financement est également inférieur à la fourchette des coûts de la période 2011 à 2018 (1 472 814 \$US à 2 442 896 \$US).

9. Les ressources disponibles mises à disposition par le Fonds multilatéral pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui à l'agence, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les coûts d'appui à l'agence ne sont mis à la disposition du PNUD qu'après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 2 illustre cette information pour la période 2019 à 2022.

Tableau 2. Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs du PNUD (\$US)

Description	2019	2020	2021	2022*
Coûts d'appui à l'agence nets plus coûts de base	2 795 805	4 236 224	3 856 069	3 265 272
Total des coûts administratifs	3 718 046	4 028 243	3 852 135	3 988 091
Solde par année	(922 240)	207 981	3 934	(722 819)
Solde courant	(1 678 699)	(1 470 718)	(1 466 784)	(2 189 603)

* Comprenant les coûts d'appui d'agence approuvés à la 90^e réunion et la valeur des coûts d'appui à l'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 91^e réunion.

10. L'évaluation présentée au tableau 2 révèle que le PNUD pourrait présenter un solde cumulé négatif de 2 189 603 \$US à la fin de 2022. En 2023, le PNUD devra générer des coûts d'appui à l'agence et des coûts de base correspondant à un montant d'au moins 6 337 823 \$US, afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus de 4 148 220 \$US.

III. ONUDI

11. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2022 pour l'ONUDI pour la somme de 2 036 154 \$US (décision 88/44 b ii)). Le tableau 3 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par l'ONUDI pour les années 2019 à 2023.⁴ Les chiffres indiqués comme étant « réels » sont basés sur le modèle préparé par l'ONUDI afin d'évaluer les coûts d'appui du Bureau du Protocole de Montréal en vertu de la décision 56/41.⁵

Tableau 3. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2018 à 2022 pour l'ONUDI (\$US)

Poste de dépenses	2019	2020	2021	2022		2023
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
Personnel de base et employés contractuels	1 351 602	1 416 184	947 075	1 395 100	1 038 500	1 528 400
Déplacements (personnel et consultants)	137 864	16 004	0	200 000	206 500	541 700
Bureaux (loyer et coûts courants)	84 323	84 131	52 649	71 800	42 800	67 300
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	63 164	33 721	26 170	49 800	22 800	44 200
Services contractuels (entreprises)	6 356	2 455	0	19 000	5 300	16 600
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	464 626	496 559	325 920	541 200	309 800	495 800
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	-24 066	49 404	670 186	-240 746	410 454	-643 593
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	0	-49 404	-670 186	0	0	0
A. Total partiel des coûts de base*	2 083 870	2 049 054	1 351 814	2 036 154	2 036 154	2 050 407
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	1 339 603	814 755	858 449	906 800	757 500	889 500
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	1 386 593	1 352 699	1 163 401	1 686 200	1 138 200	898 200

⁴ L'ONUDI n'a jamais eu un système de comptabilité approprié par centre de coûts qui pourrait faciliter les rapports basés sur les données réelles avec une piste de vérification. L'ONUDI a indiqué qu'une harmonisation a été mise en place en 2017 pour mettre en évidence le total des coûts administratifs, y compris ceux qui selon la méthodologie de l'ONUDI ont pu être définis comme d'éventuels coûts administratifs relatifs aux projets.

⁵ L'ONUDI a été invitée à présenter l'hypothèse concernant son modèle de coûts administratifs et à fournir dans ses futures demandes de financement des coûts de base des renseignements sur les coûts administratifs qui permettraient de faire une distinction entre les activités liées au projet et les coûts administratifs. Ultérieurement, par la décision 59/28 c), le Comité exécutif a pris note de la méthodologie utilisée pour identifier les coûts relatifs aux projets dans le rapport annuel de l'ONUDI sur les coûts administratifs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/51).

Poste de dépenses	2019	2020	2021	2022		2023
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	24 066	0	-670 186	240 746	-410 454	643 593
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)	-38 099	0	0	0	0	0
B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de mise en œuvre	2 712 163	2 167 455	1 351 664	2 833 746	1 485 246	2 431 293
Total (A + B)	4 796 033	4 216 509	2 703 478	4 869 900	3 521 400	4 481 700

* Les coûts de base sont plus élevés que le total partiel autorisé de 2 083 870 \$US en 2019. Un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont donc été appliqués afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est également fourni pour les coûts d'appui à l'agence/de mise en œuvre afin que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs mette en évidence le montant dépassé par l'agence.

III.1 Coûts de base

12. Le montant de 2 050 407 \$US demandé par l'ONUDI pour son budget de base de 2023 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2022. L'ONUDI prévoit que ses coûts de base dépasseront cette somme de 643 593 \$US (comme indiqué dans la ligne « Ajustements » du tableau 3).

13. Le budget de base proposé par l'ONUDI comprend :

- a) La rémunération du personnel (56,7 pour cent du budget pour 7,4 membres du personnel). Le budget estimatif destiné au personnel en 2022 représentait 63,9 pour cent du budget global (qui a varié de 60,7 à 70,1 depuis 2011); l'effectif continue à baisser depuis 2021 à cause du nombre d'employés prenant leur retraite ou ayant été mutés, et de la répartition de la charge de travail. Le nombre de membres du personnel devrait passer de 5 à 7,4 en 2023 à cause des remplacements, tout en tenant compte du temps nécessaire pour former le nouveau personnel ;
- b) Les déplacements (20,1 pour cent du budget). Le budget proposé pour les déplacements (541 700 \$US) est plus élevé qu'en 2022 (200 000 \$US) et plus élevé que la fourchette des coûts engagés depuis 2011 (de 0 \$US à 284 000 \$US). L'ONUDI a expliqué que la présentation de toutes les activités de base en mode virtuel a entraîné exceptionnellement l'absence de frais de déplacement en 2021. La pandémie de la COVID-19 a continué à imposer des restrictions de déplacement en 2022, mais les coûts devraient généralement atteindre les estimations pour l'année. Les déplacements devraient revenir à la normale en 2023. L'ONUDI reconnaît que le prix des billets d'avion a beaucoup augmenté à la suite de la pandémie et, par conséquent, elle veillera à n'autoriser que les déplacements essentiels ;
- c) Les services centraux (18,4 pour cent du budget). Ces dépenses sont liées aux coûts des organismes dirigeants et de la direction générale du Secrétariat de l'ONUDI calculés en fonction du nombre de membres du personnel du Bureau du Protocole de Montréal. Les coûts ont été moins élevés de 95 980 \$US en 2021 en raison d'une diminution du nombre de membres du personnel en 2021 jumelée à une diminution des coûts de traduction et de réunions causée par la mise en place de mécanismes de réunion électroniques fiables et sécuritaires. Ces coûts devraient diminuer de 231 400 \$US en 2022, car le nombre de membres du personnel de base continuera à diminuer et à cause des économies réalisées après des investissements initiaux mineurs dans des mécanismes de réunion virtuelles ;

- d) La location d'espaces (2,5 pour cent du budget). Ces coûts ont diminué de 20 651 \$US en 2021 et devraient diminuer de nouveau de 29 000 \$US en 2022, à cause des changements dans le nombre de membres du personnel de base ;
- e) Les coûts d'équipement (1,6 pour cent du budget) : L'ONUDI a indiqué qu'étant donné que le remplacement de l'équipement a pris fin en 2019, les coûts réels de 2021 ont été de 8 630 \$US de moins que les estimations déjà basses et qu'une réduction supplémentaire de 27 000 \$US des coûts budgétés est prévue en 2022 ;
- f) Les coûts des services contractuels (0,6 pour cent du budget). La somme budgétée pour 2023 (16 600 \$US) est inférieure à celle de 2022 (19 000 \$US). L'ONUDI a indiqué que les coûts pour 2022 ont été évalués à 5 300 \$US (13 700 US\$ de moins que le budget) à cause des économies supplémentaires réalisées dans les coûts d'impression et de traduction. Il n'y a aucune estimation des coûts des services contractuels en 2021 et aucuns coûts n'ont été engagés, conformément à l'estimation.

14. L'ONUDI restituera la somme de 670 186 \$US représentant les économies réalisées par rapport aux coûts de base de 2021 à la 91^e réunion. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note avec satisfaction, que l'ONUDI restituera les sommes inutilisées.

III.2 Total des coûts administratifs

15. Le total net des coûts administratifs proposés pour 2023 se chiffre à 4 481 700 \$US, montant supérieur aux coûts estimatifs de 2022 de 3 521 4000 \$US, mais se situant toutefois dans la fourchette de montants observée de 2011 à 2022 (2 703 478 \$US à 6 821 000 \$US).

16. Le remboursement des coûts des bureaux de pays et des activités d'application nationales inscrits au budget pour un montant de 889 500 \$US pour 2023 est supérieur aux coûts estimatifs de 2022 (757 500 \$US) et aux coûts réels de 2021 (858 449 \$US). Toutefois, ce montant est inférieur à celui des années précédentes (variant de 1 145 400 \$US à 3 602 000 \$US entre 2011 et 2016). L'ONUDI a expliqué que les dépenses réelles de 2021 ont diminué de 58 451 \$US à cause de la mise en œuvre réduite des activités dans les bureaux de pays découlant de la pandémie de la COVID-19. Les structures sur le terrain de l'ONUDI sont en voie de réorganisation, ce qui entraînera une autre réduction des coûts dans les années à venir. Une diminution importante de 149 300 \$US par rapport au budget est donc prévue pour 2022.

17. Les coûts de l'agence d'exécution pour 2023 (898 200 \$US) sont inférieurs de 240 000 \$US aux coûts estimatifs de 2022 et de 265 201 \$US aux coûts réels de 2021. Ces coûts ont varié de 1 138 200 \$US à 3 302 800 \$US de 2011 à 2022. L'ONUDI a expliqué qu'il y a eu une augmentation marquée des coûts d'appui à l'agence d'exécution à cause du changement intervenu dans le modèle d'exécution en lien avec le Centre de coopération extérieure environnementale en Chine, mais qu'une diminution importante de 548 000 \$US par rapport au budget est prévue en 2022, car les crédits budgétaires ont été rajustés en fonction des besoins réels.

18. Les ressources qui devraient être mises à la disposition de l'ONUDI par le Fonds Multilatéral pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui à l'agence, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les coûts d'appui à l'agence ne sont mis à la disposition de l'ONUDI qu'après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 4 illustre cette information pour les années 2019 à 2022.

Tableau 4. Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs pour l'ONUDI (\$US)

Description	2019	2020	2021	2022*
Description	3 415 748	3 116 002	3 664 980	3 691 950

Description	2019	2020	2021	2022*
Coûts d'appui à l'agence nets plus coûts de base	4 796 033	4 216 509	2 703 478	3 521 400
Total des coûts administratifs, ne comprenant pas les coûts de projet	(1 380 285)	(1 100 507)	961 502	170 550
Solde par année	(4 159 132)	(5 259 638)	(4 298 137)	(4 127 587)

* Comprenant les coûts d'appui d'agence approuvés à la 90^e réunion et la valeur des coûts d'appui à l'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 91^e réunion.

19. L'évaluation présentée au tableau 4 révèle que l'ONUDI pourrait présenter un solde cumulé négatif s'élevant à 4 127 587 \$US à la fin de 2022. L'ONUDI devra générer en 2023 des coûts d'appui à l'agence et des coûts de base d'au moins 8 609 287 \$US \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs de 2023 évalués à 4 481 700 \$US. L'ONUDI a indiqué qu'elle continuera à gérer ses activités en fonction de la réalisation des activités de projet et du financement de base reçu, comme dans le passé.

IV. Banque mondiale

20. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2022 pour la Banque mondiale pour la somme de 1 735 000 \$US (décision 88/44 b iii). Le tableau 5 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par la Banque mondiale pour les années 2019 à 2023.

Tableau 5. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2017 à 2021 pour la Banque mondiale (\$US)

Poste de dépenses	2019	2020	2021	2022		2023
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
Personnel de base et employés contractuels	1 250 888	1 055 231	1 224 772	1 235 000	1 235 000	1 235 000
Déplacements (personnel et consultants)	151 281	13 481	0	200 000	130 000	190 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	0	0	0	0	0	0
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	0	0	1 436	0	0	0
Services contractuels (entreprises)	38 983	10 292	1 000	85 000	10 000	53 870
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	249 954	212 792	247 637	215 000	256 130	256 130
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	43 894	443 204	260 155	0	103 870	0
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	-43 894	-443 204	-260 155	0	-103 870	0
A. Total partiel des coûts de base	1 691 106	1 291 796	1 474 845	1 735 000	1 631 130	1 735 000
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	1 258 437	1 172 183	748 694	2 000 000	800 000	1 100 000
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	0	0	0	0	0	0
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)						
B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de mise en œuvre	1 258 437	1 172 183	748 694	2 000 000	800 000	1 100 000
Total (A + B)	2 949 544	2 463 979	2 223 809	3 735 000	2 431 130	2 835 000

IV.1 Coûts de base

21. Le montant de 1 735 000 \$US demandé par la Banque mondiale pour son budget de base de 2023 est identique à celui du budget de base de 2022 approuvé. Contrairement au PNUD ou à l'ONUDI, la Banque mondiale n'est pas financée par les revenus des coûts d'appui à l'agence ni par son fonds d'affectation générale.

22. Le budget de base proposé par la Banque mondiale pour 2023 comprend :

- a) La rémunération du personnel (71,2 pour cent du budget). Les coûts de rémunération du personnel de 2021 (1 224 772 \$US) ont été 0,8 pour cent de moins que les coûts estimatifs de 2021 (1 235 000 \$US), sachant que la cohorte de base du bureau est désormais complète ;
- b) Le remboursement des services centraux (14,8 pour cent du budget). Les coûts réels de 2021 (247 637 \$US) ont été 2,9 pour cent de moins que les coûts estimatifs (255 000 \$US). Les coûts de vérification ont été de 45 000 \$US en 2021. Au cours des années précédentes, les coûts de vérification étaient intégrés dans les coûts des services contractuels, mais ils sont désormais inclus dans le remboursement des coûts des services centraux. Ainsi, compte tenu des coûts réels et estimatifs respectifs de 2021 et 2022, le budget initial de 215 00 \$US pour ce poste de dépense a été sous-évalué. Le budget de 2023 devrait correspondre davantage aux niveaux de dépenses de 2021 et 2022 ;
- c) Les déplacements (11 pour cent du budget). La Banque s'attend à ce que les coûts des déplacements correspondent davantage aux niveaux pré-pandémie ; le budget de 2023 est légèrement inférieur à celui de 2022, mais 46 pour cent de plus que les coûts estimatifs de 2022 ;
- d) Les services contractuels (3,1 pour cent du budget). La Banque s'attend à ce que les coûts des services contractuels de 2023 correspondent davantage aux niveaux de coûts pré-pandémie; le budget proposé est plus élevé que les coûts réels de 2021 et les coûts estimatifs de 2022 ;
- e) Aucuns coûts n'ont été budgétés pour les espaces et l'équipement car ils sont généralement absorbés dans le budget de la Banque mondiale (plutôt que dans les coûts de base du Fonds multilatéral), sauf en 2021, où des coûts réels de 1 436 \$US ont été engagés pour les bureaux et l'équipement.

23. La Banque mondiale restituera la somme de 260 155 \$US provenant de ses coûts de base de 2021 à la 91^e réunion. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note avec satisfaction de la restitution par la Banque mondiale des soldes inutilisés.

IV.2 Total des coûts administratifs

24. Le budget de remboursement des coûts des bureaux de pays proposés pour 2023 (1 100 000 \$US) est plus élevé que les coûts estimatifs de 800 000 \$US pour 2022 et les coûts réels de 2021 de 748 694 \$US, mais inférieur aux sommes budgétées en 2022 pour l'appui à la gestion et la supervision des activités du Protocole de Montréal. Le total des coûts administratifs est estimé à 2 835 000 \$US en 2023, dépassant les coûts estimatifs de 2022 qui sont de 2 431 130 \$US.

25. Les ressources qui devraient être mises à la disposition de la Banque mondiale pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui à l'agence accordés, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les coûts d'appui à l'agence ne sont mis à la

disposition de la Banque mondiale qu'après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 6 illustre cette information pour les années 2019 à 2022.

Tableau 6 : Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs de la Banque mondiale (\$US)

Description	2019	2020	2021	2022*
Coûts d'appui à l'agence nets plus coûts de base	1 472 339	1 879 691	2 413 150	3 079 650
Total des coûts administratifs, ne comprenant pas les coûts de projet	2 949 544	2 463 979	2 223 809	2 431 130
Solde par année	-1 477 205	-584 288	189 341	648 520
Solde courant	1 888 519	1 304 231	1 493 572	2 142 092

* Comprenant les coûts d'appui à l'agence approuvés à la 90^e réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 91^e réunion.

26. L'évaluation présentée au tableau 6 révèle que la Banque mondiale pourrait présenter un solde cumulé s'élevant à 2 142 0925 \$US, sur la base des demandes approuvées à la 90^e réunion et celles soumises à la 91^e réunion. La Banque mondiale devra générer en 2023 des coûts d'appui à l'agence et des coûts de base d'au moins 692 908 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus pour 2023 évalués à 3 735 000 \$US.

V. Recommandation

27. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note :
 - i) Du rapport sur les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59;
 - ii) Avec satisfaction que les coûts du fonctionnement de base de l'ONUDI et de la Banque mondiale étaient inférieurs aux niveaux budgétés et que l'ONUDI et la Banque mondiale restitueront respectivement les soldes inutilisés de 670 186 \$US et 260 155 \$US au Fonds multilatéral à la 91^e réunion ;
- b) Déterminer s'il doit ou non approuver les budgets de coûts de base de 2023 :
 - i) Du PNUD pour la somme de 2 142 835 \$US ;
 - ii) De l'ONUDI pour la somme de 2 050 407 \$US ;
 - iii) De la Banque mondiale pour la somme de 1 735 000 \$US.

Annexe I

RÉCAPITULATIF DES RÉGIMES DE COÛTS ADMINISTRATIFS DU FONDS MULTILATÉRAL

1. Depuis la création du Fonds multilatéral, le Comité exécutif a procédé à un examen permanent des coûts administratifs du Fonds, ce qui a donné lieu à quatre régimes de coûts administratifs distincts.
2. Le premier régime de coûts administratifs du Fonds multilatéral a été utilisé jusqu'en 1998. Le deuxième régime de coûts administratifs a été approuvé à la 26^e réunion en novembre 1998 lorsque l'allocation des coûts administratifs pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale est passée d'un tarif fixe de 13 % s'appliquant à tous les projets à un barème progressif (décision 26/41).
3. Les coûts ont été modifiés à nouveau en décembre 2002, afin d'adopter un barème inférieur comprenant une subvention de base de 1,5 million \$ US par agence (décision 38/68). La plupart des agences ont connu une augmentation annuelle depuis la 46^e réunion. Le Secrétariat a été chargé aux termes de la décision 41/94 d) de réaliser une évaluation annuelle du régime des coûts administratifs. La décision 56/41 a étendu l'application de la décision 38/68 et de son régime de coûts administratifs à la période triennale 2009-2011.
4. Lors de sa 67^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer un nouveau régime de coûts administratifs pour la période triennale 2012-2014 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, qui comprenait un financement annuel de base pour lequel une augmentation annuelle allant jusqu'à 0,7 pour cent pourrait faire l'objet d'un examen annuel, et d'appliquer les coûts d'appui d'agence suivants sur la base du financement par agence : un coût d'appui de base de 7 pour cent pour les projets dont le coût est supérieur à 250 000 \$ US, ainsi que pour les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets ; des coûts d'appui d'agence de 9 pour cent pour les projets ayant un coût inférieur ou égal à 250 000 \$ US et des coûts d'appui d'agence ne dépassant pas 6,5 pour cent, à déterminer au cas par cas, pour les projets du secteur de la production (décision 67/15 b)).
5. À sa 73^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer le régime de coûts administratifs existant aux agences bilatérales et d'exécution au cours de la période triennale 2015-2017, et d'examiner le régime de coûts administratifs et son budget de financement des coûts de base lors la première réunion de 2017 (décision 73/62 b) et c)).
6. À sa 79^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer le régime de coûts administratifs existant aux agences d'exécution au cours de la période triennale 2018-2020, et de demander au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale de présenter leur rapport annuel sur les coûts de base en utilisant le modèle de rapport révisé (décision 79/41 c) et e)).
7. À sa 86^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'autoriser les agences bilatérales et d'exécution à continuer d'utiliser le régime de coûts administratifs existant pour les projets à soumettre en 2021, à titre exceptionnel du fait de la situation extraordinaire résultant de la pandémie de COVID-19, et sans que cela ne crée de précédent (décision 86/92 b)).
8. À sa 88^e réunion, le Comité exécutif a décidé d'autoriser les agences bilatérales et d'exécution à continuer d'utiliser le régime de coûts administratifs existant pour les projets à soumettre en 2022 et en 2023 (décision 88/74 b)).

Annex II

CORE UNIT BUDGET DATA AND OTHER ADMINISTRATIVE COSTS FOR 2013 TO 2023 FOR UNDP, UNIDO AND THE WORLD BANK (US\$)

UNDP

Cost item	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		2023
	Actual	Budget	Estimated	Proposed								
A. Core unit												
Core unit personnel and contractual staff	2,076,816	2,050,914	1,991,859	2,043,505	2,305,838	2,375,437	2,379,866	2,316,147	2,431,357	2,457,201	2,504,297	2,579,426
Travel (staff and consultant)	249,131	163,639	168,418	155,061	173,099	176,170	182,129	17,032	-112	150,000	90,000	150,000
Space (rent and common costs)	101,236	105,219	109,380	159,872	162,982	164,998	153,176	130,925	131,294	130,925	131,294	131,294
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	17,781	16,967	19,442	16,485	9,196	12,146	8,351	15,777	11,132	10,000	15,000	15,000
Contractual services (firms)	18,461	22,955	16,175	0	24,547	13,510	24,300	1,648	0	25,000	5,000	30,000
Reimbursement of central services for core unit staff	384,704	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	251,221	222,590	250,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-849,676	-658,389	-595,905	-585,526	-929,036	-1,053,880	-904,918	-601,414	-683,114	-895,186	-867,652	-1,012,885
Return of funds (- = returned funds)	0	0	0	0	0	0	0	-32,878	0	0	0	0
A. Sub-total core unit costs*	1,998,453	2,012,442	2,026,529	2,040,715	2,055,000	2,069,385	2,083,871	2,098,458	2,113,147	2,127,940	2,127,939	2,142,835
B. Agency support costs/implementation									2,796,261	3,023,126	2,995,591	3,155,720
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	2,442,896	1,694,992	1,775,969	1,472,814	1,749,877	2,214,588	488,288	1,077,150	833,284	742,500	742,500	742,500
Executing agency support cost (internal), including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	384,704	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	251,221	222,590	250,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	849,676	658,389	595,905	585,526	929,036	1,053,880	904,918	601,414	683,114	895,186	867,652	1,012,885
Project costs (- = to be deducted and thus removed)	0	0	0	0	0	0	0					
B. Sub-total agency support costs/ implementation costs				2,309,657	2,987,288	3,649,473	1,634,174	1,929,785	1,738,988	1,887,686	1,860,152	2,005,385
Total Administrative Support Costs	5,675,729	4,676,959	4,715,563									
Supervisory costs incurred by MPU	47,801	53,814	56,970									
Grand total (A + B)**	5,723,531	4,730,773	4,772,532	4,350,371	5,042,289	5,718,858	3,718,046	4,028,243	3,852,135	4,015,626	3,988,091	4,148,220
Net agency support costs plus core unit costs***	4,466,367	3,633,814	4,217,010	4,991,167	4,542,441	4,989,872	2,795,805	4,236,224	3,856,069		3,265,272	
Total administrative cost	5,723,531	4,730,773	4,772,532	4,350,371	5,042,289	5,718,858	3,718,046	4,028,243	3,852,135		3,988,091	
Balance per year	-1,257,164	-1,096,959	-555,522	640,796	-499,848	-728,986	-922,240	207,981	3,934		-722,819	
Running balance****	1,484,061	387,102	-168,421	472,375	-27,473	-756,459	-1,678,699	-1,470,718	-1,466,784		-2,189,603	

* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$1,998,453 in 2013, US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017, US \$2,069,385 in 2018, US \$2,083,871 in 2019, US \$2,098,458 in 2020, US \$2,113,148 in 2021 and US \$2,127,939 in 2022. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

** Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "supervisory costs incurred by Montreal Protocol Unit" are reflected in order to show trends in the period between 2013 and 2015. These lines will be removed over time.

*** For 2022, including agency support costs approved at the 90th meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 91st meeting.

**** Excludes any balance from years prior to 2002.

UNIDO

Cost item	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		2023
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Budget	Estimated	Proposed
A. Core unit												
Core unit personnel and contractual staff	1,445,700	1,380,600	1,293,800	1,383,600	1,501,300	1,307,624	1,351,602	1,416,184	947,075	1,395,100	1,038,500	1,528,400
Travel (staff and consultant)	284,000	161,800	147,700	161,100	157,800	196,736	137,864	16,004	0	200,000	206,500	541,700
Space (rent and common costs)	99,400	71,800	75,400	76,200	76,600	80,548	84,323	84,131	52,649	71,800	42,800	67,300
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	51,800	41,100	52,600	30,900	48,000	33,842	63,164	33,721	26,170	49,800	22,800	44,200
Contractual services (firms)	700	2,000	17,500	1,000	4,900	580	6,356	2,455	0	19,000	5,300	16,600
Reimbursement of central services for core unit staff	498,800	454,200	447,300	432,900	471,600	442,123	464,626	496,559	325,920	541,200	309,800	495,800
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-381,947	-99,058	-7,771	-44,985	-205,200	7,931	-24,066	49,404	670,186	-240,746	410,454	-643,593
Return of funds (- = returned funds)				0	0	-7,931	0	-49,404	-670,186	0	0	0
A. Sub-total core unit costs*	1,998,453	2,012,442	2,026,529	2,040,715	2,055,000	2,061,454	2,083,870	2,049,054	1,351,814	2,036,154	2,036,154	2,050,407
B. Agency support costs/implementation									1,351,814	2,276,900	1,625,700	2,694,000
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	3,602,000	1,814,900	1,327,500	1,145,400	584,300	729,854	1,339,603	814,755	858,449	906,800	757,500	889,500
Executing agency support cost (internal), including overheads	3,302,800	2,913,500	2,289,600	1,600,400	1,703,200	1,354,611	1,386,593	1,352,699	1,163,401	1,686,200	1,138,200	898,200
Financial intermediaries, including overheads				0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery				0	0	0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	381,947	99,058	7,771	44,985	205,200	0	24,066	0	-670,186	240,746	-410,454	643,593
Project costs (- = to be deducted and thus removed)				-187,800	-134,800	-136,283	-38,099	0	0	0	0	0
B. Sub-total agency support costs/ implementation costs				2,602,985	2,357,900	1,948,182	2,712,163	2,167,455	1,351,664	2,833,746	1,485,246	2,431,293
Total administrative support costs	9,285,200	6,839,900	5,651,400									
Minus project-related costs	-2,464,200	-2,308,000	-977,800									
Grand total (A + B)**	6,821,000	4,531,900	4,673,600	4,643,700	4,412,900	4,009,636	4,796,033	4,216,509	2,703,478	4,869,900	3,521,400	4,481,700
Net support costs plus core unit costs***	4,216,594	3,996,230	4,692,578	4,580,355	3,394,406	4,377,506	3,415,748	3,116,002	3,664,980			3,691,950
Total administrative cost excluding project-related costs	6,821,000	4,531,900	4,673,600	4,643,700	4,412,900	4,009,636	4,796,033	4,216,509	2,703,478			3,521,400
Balance per year	-2,604,406	-535,670	18,978	-63,345	-1,018,494	367,870	-1,380,285	-1,100,507	961,502			170,550
Running balance****	-1,548,186	-2,083,856	-2,064,878	-2,128,223	-3,146,717	-2,778,847	-4,159,132	-5,259,638	-4,298,137			-4,127,587

* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$1,998,453 in 2013, US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017 and US \$2,083,870 in 2019. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

** Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "minus project-related costs" are reflected in order to show trends in the period between 2013 and 2015. These lines will be removed over time.

*** For 2022, including agency support costs approved at the 90th meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 91st meeting.

**** The Secretariat had estimated a running balance in 2007 since 2002 of US \$2,127,930, but UNIDO's balance of US \$1,828,243 is used instead of the Secretariat's calculation.

THE WORLD BANK

Cost item	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		2023
	Actual	Budget	Estimated	Proposed								
A. Core unit												
Core unit personnel and contractual staff	984,571	1,022,179	827,111	1,089,481	1,086,340	1,226,215	1,250,888	1,055,231	1,224,772	1,235,000	1,235,000	1,235,000
Travel (staff and consultant)	111,021	155,778	205,498	216,356	178,550	180,873	151,281	13,481		200,000	130,000	190,000
Space (rent and common costs)	56,906	44,130	434	1,027	0							
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	31,169	55,508	19,618	33,178	262	1,637	0	0	1,436	0	0	0
Contractual services (firms)	13,389	14,828	49,989	96,839	189,400	73,389	38,983	10,292	1,000	85,000	10,000	53,870
Reimbursement of central services for core unit staff	113,539	90,624	210,909	225,643	210,378	245,946	249,954	212,792	247,637	215,000	256,130	256,130
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	0	0	0	62,476	60,070	6,940	43,894	443,204	260,155	0	103,870	0
Return of funds (- = returned funds)	-414,405	-341,953	-411,441	-62,476	-60,070	-6940	-43,894	-443,204	-260,155	0	-103,870	0
A. Sub-total core unit costs	896,190	1,041,094	902,118	1,662,524	1,664,930	1,728,060	1,691,106	1,291,796	1,474,845	1,735,000	1,631,130	1,735,000
B. Agency support costs/implementation												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,611,939	1,298,103	1,210,733	1,249,361	1,491,814	2,114,429	1,258,437	1,172,183	748,694	2,000,000	800,000	1,100,000
Executing agency support cost (internal), including overheads	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	10,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Project costs (- = to be deducted and thus removed)												
B. Sub-total agency support costs/ implementation costs				1,249,361	1,491,814	2,114,429	1,258,437	1,172,183	748,964	2,000,000	800,000	1,100,000
Grand total (A + B)	2,518,129	2,339,197	2,112,851	2,911,885	3,156,744	3,842,489	2,949,544	2,463,979	2,223,809	3,735,000	2,431,130	2,835,000
Net agency support costs plus core unit costs*	4,139,161	2,975,314	5,458,181	2,549,351	1,882,431	3,251,742	1,472,339	1,879,691	2,413,150		3,079,650	
Total administrative cost	2,518,129	2,339,197	2,112,851	2,911,885	3,156,744	3,842,489	2,949,544	2,463,979	2,223,809		2,431,130	
Balance per year	1,621,032	636,117	3,345,330	-362,534	-1,274,313	-590,747	-1,477,205	-584,288	189,341		648,520	
Running balance**	1,611,870	2,247,987	5,593,317	5,230,783	3,956,470	3,365,723	1,888,519	1,304,231	1,493,572		2,142,092	

* For 2022, including agency support costs approved at the 90th meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 91st meeting.

** Excludes any balance from years prior to 2002.